



PP 47 13/12/2016

Le contournement de l'impôt, marqueur de la dégradation de la cohésion sociale

CFE-CGC
59 rue du Rocher
75008 Paris
☎ 01 55 30 12 12
www.cfecgc.org

A l'occasion de la présentation ce jour au **CESE** (Conseil Économique, Social et Environnemental, <http://www.lecese.fr/>) du rapport sur « **Les mécanismes d'évitement fiscal, leurs impacts sur le consentement à l'impôt et la cohésion sociale** », la CFE-CGC rappelle ses positions pour une fiscalité équitable et transparente.

L'impôt assure les ressources de la collectivité et donc le financement des services, des politiques et de l'investissement public. Les différents acteurs économiques : citoyens, consommateurs, entreprises doivent y contribuer.

La complexité de la fiscalité française (190 impôts et 453 niches fiscales) nuit à sa lisibilité et à sa compréhension. La CFE-CGC appelle à une simplification et à plus de transparence sur les conditions pour bénéficier des niches fiscales. De même que tous les citoyens doivent savoir, comprendre, pour participer à l'effort collectif et à la charge publique, toutes les entreprises doivent également payer leur juste impôt, en toute transparence, là où la création de valeur s'est réalisée. L'évaluation des niches fiscales doit donc être mise en œuvre rapidement, la société sera d'autant plus en mesure de consentir à l'impôt si la politique fiscale a une utilité sociale et est pourvoyeuse d'emplois.

Pierre Jan
Relations Presse et
institutionnelles
01 55 30 12 92
06 32 05 69 02
pierre.jan@cfecgc.fr

Les hausses de l'impôt sur le revenu de ces dernières années ont particulièrement impacté les classes moyennes mais paradoxalement moins les plus hauts revenus qui s'en protègent via un recours intensif à l'utilisation des niches fiscales ! La CFE-CGC demande donc un rééquilibrage de l'impôt sur le revenu pour mettre fin au creusement des inégalités et assurer la stabilité de notre société par un renforcement de ses classes moyennes.

Enfin, La CFE-CGC pense que la France devrait impulser en Europe la mise en place d'une politique d'harmonisation fiscale et l'émergence de principes applicables au niveau mondial, qui sont les principaux moyens de combattre l'évitement fiscal et d'en neutraliser les effets pervers.